



RENCONTRES ANIMATION FORMATION

Du 19 au 20 novembre 2015

Angoulême

Organisation générale :

Pôle Image Magelis
Service Formation - Recherche
Géraldine Zannier : Directrice Formation
Recherche
Cécilia Oddos : Assistante
3 rue de la Charente – 16000 Angoulême
Tél. : +33 (0)5 45 38 51 58 -
info@rencontres-animation-formation.org

Conception éditoriale :

René Broca

Relations presse :

Stéphane Malagnac
Prop'OSE
Tél. : +33 (0)6 11 83 83 74
E-mail : smalagnac@prop-ose.fr
www.prop-ose.fr

www.rencontres-animation-formation.org



Les Rencontres Animation Formation d'Angoulême se dérouleront les 19 et 20 novembre 2015 à Angoulême.

Elles sont organisées par le Pôle Image Magelis en partenariat avec le CNC, le SPFA, l'AFDAS, la CPNEF Audiovisuel, AUDIENS et la FICAM.

L'objectif de cette manifestation annuelle est de faire vivre un lieu de rencontres, d'échanges et d'information mutuelle pour les écoles d'animation, les entreprises du secteur et les institutions concernées.

Les Rencontres Animation Formation, qui se déroulent chaque année pendant deux jours au mois de novembre, permettent de confronter la richesse de l'offre pédagogique et la diversité des pratiques professionnelles, de faire le point sur la situation de l'emploi, ainsi que sur les évolutions techniques et organisationnelles.

En prélude aux Rencontres Animation formation (RAF), le Pôle Image Magelis organise les [RADI](#) (Rencontres Animation Développement Innovation), un nouvel événement dédié à la R&D de l'animation, aux nouvelles techniques et aux nouveaux logiciels. L'objectif est de dresser un état des lieux des logiques de fabrication et d'organiser l'échange d'information sur les perspectives de développement logiciel et de renouvellement des outils.

Programme

Jedi 19 novembre

9H00	Accueil-café
9H45	Discours de bienvenue
10H00	Introduction : René Broca
10H30 – 12h30	Les chiffres du secteur (CNC/SPFA, AFDAS, AUDIENS)
12H30 – 14H00	Déjeuner
14H15 – 15H15	Les femmes dans l'animation française
15H15 – 16H00	Le dispositif du crédit d'impôt international (+ étude de cas)
16H15 – 17H00	Eclairage étranger : l'école Pepe School Land (Espagne)
17H00 – 17H30	Premiers enseignements de la réforme de la formation professionnelle
17H30 – 18H30	Actualités de l'intermittence

Vendredi 20 novembre

9H30 – 10H00	Le modèle pédagogique de MOPA
10H15 – 11H30	Pédagogies nouvelles et nouveaux enjeux de formation (suivi, pépinières, compétences territoriales)
11H30 – 12H30	Qu'attend-on d'un animateur 3D de long métrage ?
12H45 – 14H15	Déjeuner
14H30 – 15H00	Actualités du RECA (réseau des écoles de cinéma d'animation)
15H00 – 16H00	Etude de cas : le pipeline de « <i>Avril et le monde truqué</i> »
16H00 – 16H30	Conclusions et débat général

Bilan et perspectives des Rencontres Animation Formation

Mises en place en 2009, les Rencontres Animation Formation (RAF) ont pour objectif d'offrir aux acteurs du secteur de l'animation - écoles, professionnels et institutionnels - un espace pour échanger sur des problématiques communes : qualité des formations, conditions d'emploi, évolutions des métiers et des outils.

En six éditions, de nombreuses problématiques ont été abordées. Certains chantiers ont été finalisés d'une édition à l'autre, d'autres sont encore en cours de réalisation.

Ce document a pour objet de dresser un bilan des chantiers engagés depuis la création des Rencontres Animation Formation. Il ne s'agit pas de faire la synthèse de documents existants (pour les télécharger, rendez-vous sur le site puis cliquez sur chaque édition) mais de faire le point sur ce qui a été réalisé jusqu'à maintenant, ce qu'il reste encore à mettre en œuvre, tout en ouvrant des perspectives de réflexion pour les éditions à venir.

FAVORISER LA CREATION D'EMPLOIS

L'emploi demeure l'une des préoccupations majeures des Rencontres Animation Formation. Déjà en 2012, le chiffre de 500 jeunes diplômés, issus chaque année des écoles membres du RECA et arrivant sur le marché du travail, avait fait réagir professionnels et institutionnels dans la mesure où l'emploi du secteur tout entier est estimé à environ 5000 personnes.

Envisager la réduction du nombre d'étudiants formés ou le simple statu quo n'étant pas des options viables, le RECA a avancé l'idée d'une optimisation du dispositif de soutien, plus favorable à la création d'emplois. Pour cela, le RECA a demandé la mise en place d'indicateurs précis concernant : le nombre d'heures travaillées en France, d'une part, et les coûts comparés de la fabrication d'animation, selon sa localisation, d'autre part. Il a exprimé les inquiétudes des écoles quant à la situation du marché de l'emploi à court terme.

Demandé en 2013 par les professionnels, Carole Perraut, représentant Audiens, a présenté ce nouvel indicateur relatif au nombre d'heures travaillées permettant d'affiner la carte de l'emploi en France. De son côté, le SPFA considère faisable de collecter ces chiffres par le dépouillement des dossiers du COSIP.

Au fil des éditions, un corpus de connaissances sur le secteur se constitue progressivement au bénéfice des salariés et des employeurs.

Créer de l'emploi suppose inmanquablement de relocaliser la production sur le territoire national... ce qui signifie par conséquent de revoir le dispositif de soutien, dont l'efficacité prouvée il y a quelques années est en passe de perdre son caractère vertueux. Ce qui est vrai pour les programmes télévisés l'est tout autant sur le long métrage.

Ce dernier, relais de croissance privilégié, est aujourd'hui « insuffisamment financé pour dispenser les producteurs de rechercher à l'étranger des compléments de financement, et par voie de conséquence d'y abandonner des segments de la fabrication ». Le SPFA en a donc appelé à un débat autour des conditions d'émergence d'une industrie du long métrage d'animation français, dans une perspective de localisation de la dépense sur le

territoire français. La réforme du crédit d'impôt, dont le taux, aujourd'hui de 20%, et qui devrait être porté à 30%, dans le cadre de la nouvelle loi de finances rectificative, sera certainement l'objet de nouvelles discussions.

Favoriser la création d'emplois passe par une meilleure information des métiers mais également des statuts que vont avoir les jeunes diplômés. En 2014, sur le sujet de l'intermittence dans l'animation, plusieurs professionnels pointaient ce manque d'information. Plusieurs écoles affirment faire ce travail mais constatent que leurs étudiants ne sont guère intéressés pendant leur cursus, alors qu'ils le deviennent dès qu'ils ont mis un pied dans la sphère professionnelle. Est suggérée la création d'un « hub d'information » pour délivrer toutes les informations pertinentes quelques mois après le diplôme.

FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE (FPC) : UN VERITABLE ENJEU

Si, en théorie, tous les professionnels s'accordent sur la nécessité et la pertinence de la FPC, la réalité montre un visage plus nuancé.

En 2010, le constat est sévère : on y relève « une dichotomie entre la formation initiale, abondante et de qualité, et la formation professionnelle, opaque et souffrant d'une absence totale de pilotage », selon Philippe Couteux de la CFDT, alors que « la formation professionnelle continue est l'outil privilégié de la mise à jour et de l'élargissement des compétences des salariés, et donc d'accompagnement dans les mutations technologiques et dans les choix personnels d'évolution, voire de reconversion. »

La réforme mise en place en mars 2014 présente quatre points-clés :

- Nouvelle obligation pour les employeurs : l'entretien professionnel, tous les 2 ans ;
- 2 nouveaux dispositifs pour les salariés : le Compte professionnel de formation et le Conseil en évolution professionnelle ;
- nouvelles obligations financières pour les entreprises, assises sur de nouveaux taux de contribution ;
- nouvel environnement de formation.

Il y a une obligation de formation renforcée pour les entreprises, qui n'est pas une obligation de moyens, mais de résultats. Cela conduit à une nécessaire réflexion de l'entreprise sur l'effort à mener.

Une offre hétérogène, « à la carte » et dans l'urgence

Dès 2009, Kris Ludhor (Afdas) a évoqué les grandes lignes du dispositif de FPC : avec huit itinéraires différents pour accéder à la formation, le secteur de l'animation représente environ 3,6 M€ en termes de collecte, mais 8 M€ en termes de charges de formation. La création du FPSPP (Fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels), qui succède au FUP (Fonds unique de péréquation) et qui a vu ses missions s'élargir comptait alors pour 13 % du budget Afdas (soit 13 % en moins pour l'Afdas).

Côté studios, on a pointé à plusieurs reprises « l'existence de guichets différents et les problèmes associés de gestion de populations très hétérogènes ». La question du **guichet unique** a été posée publiquement, et a bénéficié d'une attention positive des représentants nationaux et régionaux de l'Afdas, comme de responsables territoriaux.

Quelques initiatives ont été mises en place au niveau régional.

En Poitou-Charentes, il existe un accord-cadre régional pour les métiers du spectacle : un accord régional avec Pôle Emploi offre la possibilité de mise en place de formations sur demande ; un accord régional avec l'Afdas permet le cofinancement de FPC dans le domaine des métiers du spectacle.

A Angoulême, un exemple original de collaboration, dans la gestion des ressources humaines, a été initié par le Pôle Image Magelis, entre quatre studios, une école d'animation, l'Afdas et Pôle Emploi sous forme de GPEC. Classiquement, la GPEC concerne des entreprises importantes, structurées pour la gestion des ressources humaines. Dans le secteur de l'animation, marqué par une certaine précarité des emplois, il s'agit d'entreprises qui ne disposent pas d'une gestion RH dédiée. L'objectif étant de recruter rapidement du personnel, il a été décidé d'agir à deux niveaux, celui de chaque studio et celui du territoire. Le bilan est positif. Tout n'est pas finalisé mais une impulsion a été donnée, qui demande désormais à être accompagnée au niveau du territoire.

Le Pôle de compétitivité Imaginove a mis en place en Région Rhône-Alpes un programme d'accompagnement à la FPC pour les membres d'Imaginove (Imaginove Compétences). Ont été créées des formations adaptées (cofinancées à 50 % par l'Etat) : transversales ou spécifiques (motion capture, notamment). Soit environ mille heures de formation par an.

Pour la FPC, Imaginove travaille entre autres avec les écoles de formation initiale (la Poudrière, notamment). Imaginove agit comme une interface entre l'Afdas et les entreprises de la région.

ArtFX, basée à Montpellier, a appelé à une réflexion globale menée avec les entreprises, qui permettrait d'anticiper les besoins, et de mieux monter les financements. Actuellement, la plupart des formations se créent « au dernier moment et en fonction d'une demande qui, en outre, varie énormément selon le profil des sociétés et des demandeurs – parfois freelance. En 2010, l'école exprimait le regret de devoir fonctionner en prestataire, et de ne pouvoir s'inscrire dans une logique de collaboration. En réponse à ce constat, le LISAA a proposé que les studios puissent faire un inventaire des axes de formation pertinents, à partir duquel il deviendrait possible de proposer des programmes de formation continue adaptés.

Contrats de professionnalisation : une solution insuffisamment prise en compte

Cette absence de vision stratégique des entreprises est pointée par l'Afdas qui estime également que les entreprises ont insuffisamment recours aux Contrats de Professionnalisation et aux Périodes de Professionnalisation, qui pourraient se révéler adaptés à certains besoins exprimés. L'ignorance de ces dispositifs semble répandue parmi les entreprises... Pour autant, Kris Ludhor estime que « les choses bougent ; on note l'amorce d'une meilleure synchronisation entre Pôle Emploi et l'Afdas sur certains projets de formation concernant des intermittents du spectacle, et une collaboration fluidifiée grâce notamment à la création d'un nouveau dispositif, la POE : la préparation opérationnelle à l'emploi ».

L'implication des éditeurs de logiciels est largement souhaitée : le triangle de la FPC (financeur, formateur, studio) devrait devenir un quadrilatère avec l'adjonction de l'éditeur de logiciels. L'hypothèse est avancée d'un pourcentage du prix de vente des logiciels qui aille à la FPC...

Enfin, il semble nécessaire que les structures de formation initiale s'approprient les problématiques de formation continue. « Des initiatives ont été prises, mais », regrette-t-il, « certaines ont avorté faute de réponse des populations concernées ».

L'Afdas a enfin exprimé son souhait de renouer une collaboration avec le CNC pour les co-financements, auquel le CNC a répondu positivement, sous condition d'une clarification préalable du paysage de la formation. Le SPFA abonde dans ce sens, en faveur d'une coproduction de la FPC impliquant également la branche, et insistant sur la notion de formations sur-mesure.

La FPC pour pérenniser l'emploi

La Formation Professionnelle Continue a ce mérite essentiel de garder un contact avec des gens qui ont travaillé avec le studio et de les faire évoluer. C'est la condition de leur maintien dans le secteur.

Il faut dire que le secteur souffre d'un déséquilibre flagrant de la pyramide des âges : 75% des salariés ont moins de 40 ans. On dénombre environ 5100 salariés dans le secteur (chiffres Audiens 2013) à forte majorité masculine, qu'il s'agisse des personnels engagés sur une durée déterminée - 66% - ou permanents - 54%. « Au niveau des postes non cadres », souligne Audiens, « la féminisation a été telle que la tendance s'est progressivement inversée (46% de femmes en 2004 et 56% en 2010). Sur les postes de cadres, initialement plus occupés par des hommes, la part des femmes a augmenté de 8 points. Les femmes sont encore très minoritaires en 2010 avec 39% des effectifs ».

L'étude d'Audiens pointe également le fait que les salariés sont très jeunes : plus de 3 salariés à durée déterminée sur 4 ont moins de 40 ans. Idem du côté des permanents mais de façon moins marquée : 67% ont moins de 40 ans en 2010 avec un âge moyen en légère hausse (35,7 ans en 2010 versus 33,2 ans en 2004).

Mettre en place un réel environnement propice à la FPC permettrait non seulement de pérenniser l'emploi pour les « plus âgés », de structurer les entreprises autour de l'expérience autant que de l'expertise et d'accroître les passerelles entre « anciens » et « jeunes diplômés » autour d'outils et d'apprentissages communs.

L'alternance : une voie à suivre

Après avoir pris fait et cause pour la formation professionnelle continue dans ses précédentes éditions, les RAF 2013 ont mis l'accent sur la formation en alternance. Ce dispositif est souvent (et encore) considéré avec réticence bien que, ces derniers temps, on ait sans doute pu constater une évolution positive, mais encore timide.

L'Afdas a invité formateurs, employeurs et financeurs à initier une réflexion conjointe. En effet, l'alternance a plusieurs avantages : la garantie d'une professionnalisation équilibrant théorie et pratique (préférée au stage) ; une meilleure insertion professionnelle, attestée par les chiffres au niveau national pour la totalité du secteur. Pour l'entreprise, il y a des avantages financiers via le contrat d'apprentissage. Enfin, l'alternance permet une plus grande diversité sociale grâce à l'absence de barrage financier.

A Gobelins l'école de l'image, l'alternance est proposée soit dans un dispositif de formation initiale (apprentissage) soit de formation continue (professionnalisation). Dans chacune des deux options, les avantages pour l'entreprise sont certains (notamment en termes de prise charge et d'exonération de certaines taxes). Pour Marie-

France Zumofen, l'alternance permet de « faciliter le recrutement et d'en accroître la diversité. Elle offre en outre l'avantage d'un apport neuf de connaissances et de compétences et une fidélisation des salariés en poste. »

Isart Digital, qui propose des formations en alternance, constate que tous les studios qui ont tenté l'alternance ont continué ensuite. Ils ont compris que s'impliquer très tôt dans l'accompagnement d'un étudiant permettait aussi une meilleure interaction entre l'entreprise et l'école, une meilleure adéquation entre leurs attentes et les contenus pédagogiques. L'alternance permet de mieux anticiper les besoins futurs des entreprises.

Mikros Image accueille régulièrement des jeunes dans ce cadre et s'en félicite. Pour l'entreprise, l'alternance implique une réflexion en amont sur les profils de postes à pourvoir. Elle nuance cependant son point de vue en arguant du fait que l'alternance est « gourmande en temps d'accompagnement, avec une période de démarrage relativement longue. Il y a aussi un coût en dehors du temps d'accompagnement : le stagiaire est rémunéré et n'est pas efficace en proportion, au moins pendant un temps ».

Caroline Souris, de TeamTO, a initié des formations en alternance au sein du studio tout en reconnaissant le fait que certaines fonctions se prêtent mieux que d'autres à l'alternance : montage, texturing, modeling, design.

L'expérience de TeamTO est encourageante : en 3 ans, 66 personnes ont suivi une formation en alternance avec un taux d'embauche de 47%, compte non tenu de certaines personnes qui sont parties compléter leur formation à l'étranger, et sont susceptibles de revenir et d'être embauchées.

Parmi les solutions évoquées pour faire progresser l'alternance dans le secteur de l'animation, la mise en place d'un GEIQ (Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) semble une piste prometteuse. Selon Jack Aubert, de la CPNEF, le principe est simple et efficace : plusieurs entreprises se réunissent dans une même structure pour employer des alternants, qui feront des séjours dans l'une – ou plusieurs – de ces entreprises. C'est le GEIQ qui s'occupe de la gestion administrative et comptable et d'une partie du suivi du jeune. Il y a quelques mois en Ile-de-France une étude de préfiguration a été lancée qui s'appuie sur une enquête auprès des entreprises du secteur. La Région Rhône-Alpes a aussi manifesté un intérêt.

Pour l'Afdas, « La mutualisation des moyens est peut-être une réponse aux freins au développement de l'alternance. »

Formation en ligne : l'enseignement pour tous ?

Le télé-enseignement demeure encore embryonnaire en France, notamment en comparaison de ce que l'on voit dans d'autres pays européens et, a fortiori, en Amérique du Nord.

Proposé sous forme de cours accessibles 24h/24, basé sur un programme pédagogique précis intégrant des exercices à rendre aux formateurs, le télé-enseignement peut aussi bien s'appliquer en formation initiale qu'en formation continue.

Les étudiants viendraient principalement des DOM-TOM et des « déserts » français en matière de formation à l'animation. Ils font le choix du télé-enseignement qui les dispense des frais de logement, de transport, etc. qui s'ajoutent aux frais de scolarité

proprement dits. Cela peut être aussi une façon pour eux de se former tout en conservant un emploi.

Une école comme l'Institut Artline a ainsi vu le jour il y a quelques mois sous forme de formation 100% en ligne.

Gobelins, l'école de l'Image, a également initié un MOOC autour de la prise de vues avec smartphones dont les piliers de formation sont adaptés à tous les secteurs.

MIEUX CONNAITRE LES PIPELINES ET LES METIERS

Les RAF ont également contribué à mettre en lumière l'évolution des pipelines de fabrication des studios et la nécessaire adaptation des formations.

Ecrire pour l'image : une évidence

L'écriture est la clé de voûte de tout projet. Bon nombre de participants ont souligné la nécessité de mettre en place des initiations à l'écriture, au moins pour le réalisateur et le storyboarder. A l'inverse, le manque de formation technique pour les scénaristes est flagrant ce qui hypothèque l'appréhension générale de la chaîne de fabrication. Pour France Télévisions, le dialogue est trop rare entre l'approche littéraire et l'approche graphique : le scénariste ne lit pas de storyboard et le storyboarder ne discute pas de scénario.

Face à ce constat unanime, plusieurs structures de formation ont fait part de leur projet de créer des formations spécifiques d'une part, d'intégrer l'écriture dans le cursus général d'autre part. Les débouchés le justifieraient et le besoin professionnel n'est pas contestable.

Ne pas perdre le storyboard

Plusieurs témoignages, d'auteurs et de storyboarders notamment, ont fait état de dysfonctionnements récurrents dans l'organisation de la préproduction en série TV : scénarios inadéquats, packs graphiques lacunaires, défaut général de communication entre les différents intervenants. Le storyboard a fait l'objet de nombreuses observations, souvent alarmantes : réduction de son importance au profit de l'animation, voire, dans un avenir proche pour certains, de la prévisualisation. Une majorité d'intervenants, représentants écoles comme studios, réaffirment cependant son importance cruciale, comme « synthèse des choix éditoriaux » et « moment de maturation où on peut – doit – rassembler les intervenants ».

Les écoles ont été engagées à poursuivre, voire à amplifier, leur effort de formation au storyboard. Les formateurs insistent sur la maturité exigée par l'exercice du storyboard, qu'on ne peut sauf exception attendre d'un jeune diplômé. D'où l'importance des stages et, en général, d'une période d'imprégnation en studio au côté de professionnels chevronnés. Il est par ailleurs relevé que cette étape est vouée à intégrer de nouvelles connaissances, articulées autour de l'utilisation d'outils 3D.

Layout : une étape de production et un outil de formation

L'importance du layout a été réaffirmée par Thomas Debitus (L'Atelier) : « un outil excellent pour amener les élèves au storyboard : ils se concentrent sur un plan, apprennent la composition, la caméra, et nous accompagnons cet apprentissage par un discours qui dit que chaque étape doit faciliter le travail de l'étape suivante ».

Le son : restons à l'écoute

Le son, étape majeure de la production d'une œuvre, est trop souvent mal appréhendé et ce, dès la formation. Les budgets sont insuffisants : en série, 2 à 3% du budget global, alors que « le son, c'est 50% du spectacle », a précisé Bruno Seznec, de Piste Rouge. Chaque élément sonore compte : création de la qualité acoustique du lieu dans lequel le personnage devra parler, indication du sens de la scène par les dialogues ; intention d'ambiance apportée par la musique ; apports des effets et les bruitages : indiquer une datation, une situation géographique, exprimer le hors-champ...

Son apprentissage, dans une optique pratique, dans les cursus Image des écoles permettrait une meilleure appréhension de l'intégralité de la chaîne de fabrication.

VFX : une voie à suivre ?

Avec un marché estimé à 250 000 personnes employées dans le monde, le secteur des VFX représente une alternative crédible pour bon nombre de professionnels et jeunes diplômés. Cependant, on note une baisse de la croissance avec des studios davantage en recherche de free-lance. Le système français de formation continue de bénéficier de l'approbation des employeurs, car jugé plus flexible et plus facilement adaptable à l'évolution de la situation.

Plusieurs professionnels ont pointé le fait que les studios, majoritairement situés dans les pays anglo-saxons, commençaient à demander des compétences plus transverses avec des profils comme décorateur photo infographiste, scénariste game designer, storyboarder utilisant la previz, etc.

Editeurs de logiciels et formation : une relation à construire

L'importance des logiciels dans la chaîne de fabrication n'est pas à démontrer. Cependant, de nombreuses voix se sont élevées pour exprimer une volonté de dialogue. Le RECA s'est saisi de cette question en faisant valoir 2 points essentiels.

1. La nécessité d'une information régulière de la part des éditeurs sur leurs stratégies de développement, de manière à pouvoir appréhender l'évolution des outils à échéance de plusieurs années, correspondant aux durées de formation (de 2 à 5 ans). Corollaire obligé de cette information, une aide des éditeurs à la formation des formateurs, dimension essentielle d'une proposition pédagogique efficace.
2. L'opacité et la disparité des offres commerciales, illisibles en général et exagérément variables d'une école à l'autre (dans un rapport de 1 à 10). Ils ont révélé que les coûts d'acquisition des logiciels pour les écoles s'établissaient à quelque 20% des charges, ce qui est considérable. Plusieurs écoles ont par ailleurs insisté sur l'obligation qui est la leur de former sur plusieurs outils et plusieurs configurations de pipelines pour répondre à la diversité – et à la complexité croissante – de la pratique des studios.

Les formations membres du RECA forment chaque année quelque 500 nouveaux professionnels, qui ont vocation à être des utilisateurs, des prescripteurs, parfois des développeurs. Cette réalité doit être pleinement prise en compte par les éditeurs. Certains ont déjà réagi de façon positive, Autodesk en premier lieu.

L'hypothèse de pipelines intégrant des logiciels libres est désormais évoquée comme alternative à cette dépendance de fait. Reste à déterminer leur adéquation aux exigences des productions.

L'open source ouvre de nouvelles alternatives

Parmi les sujets évoqués durant l'édition 2013, celui consacré à la mise en place d'un pipeline de production open source a permis de mieux appréhender les enjeux et contraintes pour un studio d'animation.

La société In Efecto, en collaboration avec ATI Paris 8, membre du RECA, et avec l'apport du réalisateur et directeur artistique Eric Serre, a rendu compte d'une expérience d'utilisation de Blender. Pour eux, c'est une opportunité de développer plus librement des projets et de produire autrement. Parmi les avantages mis en avant, Blender est un outil collaboratif qui évolue vite, peut être paramétré en fonction des besoins.

Dans une approche plus pédagogique, ATI Paris 8 voit dans un logiciel comme Blender de nombreux avantages : un code ouvert, qui peut être disséqué et permettre une meilleure compréhension de la 3D ; « cette approche encourage polyvalence et autonomie des étudiants ». La modularité du logiciel est également un atout, de même que ses délais de développement très courts.

Les échanges avec la salle ont mis en lumière le fait que la question d'une utilisation de Blender en production comme dans l'enseignement pouvait désormais être posée.

Au-delà du seul outil, l'open source peut permettre le développement de travail collaboratif entre écoles, studios, laboratoires académiques, développeurs de toutes origines, dont le logiciel libre et open source, industriels, et jusqu'à certains éditeurs qui font montre d'un réel esprit d'ouverture...

Sur l'édition 2014, un assez large accord s'est fait sur le principe d'un état des lieux logiciels : dire l'existant, ensuite détailler les forces et faiblesses des outils considérés et définir ce qui devrait être développé, enfin travailler à l'accompagnement institutionnel de cette démarche. Le SPFA et la FICAM s'en sont déclarés parties prenantes. Sollicité, le CNC a reconnu que le numérique obligeait à faire bouger les lignes, et par conséquent à revisiter certains dispositifs.

Fabriquer en France : possible mais à quel coût ?

En s'appuyant sur deux exemples de production de séries TV (« Foot2Rue Extreme » et « Les mystérieuses cités d'or »), les RAF ont abordé la question de la fabrication de séries d'animation en France afin d'éviter des délocalisations dont l'une des conséquences est bien évidemment un moindre niveau d'embauche.

Produit par Tele Images Productions, « Foot2Rue Extrême » a d'abord été un concept 2D avant d'être produite en 3D. L'objectif du producteur était de voir s'il était envisageable de rapatrier une partie de la fabrication de l'animation en France. Pour y parvenir, plusieurs éléments se sont avérés essentiels :

- une collaboration étroite entre producteur, réalisateur et prestataire (2d3D Animations)
- un recrutement très exigeant en termes de qualité
- des exigences tout aussi importantes de productivité

Pour faire face à la concurrence des territoires à faible coût de main d'œuvre et des territoires à fortes incitations fiscales, la France se doit de réviser son système de soutien et les modalités d'attribution, selon Eric Jacquot de Blue Spirit Production qui a

produit « Les mystérieuses cités d'or ». Il a, pour illustrer cela, mis en comparaison les coûts techniques en France et en Asie et ouvert plusieurs pistes de réflexion :

- asseoir le soutien et les bonifications non pas sur un pourcentage des dépenses mais sur un pourcentage de fabrication française
- aligner le crédit d'impôt national sur le crédit d'impôt international.

Les RAF sont également l'occasion d'ouvrir des perspectives au-delà des frontières nationales avec le point de vue de structures de formation étrangères et de studios de production, souvent confrontées à des challenges sinon identiques du moins fortement similaires. Pour les studios, l'une des solutions est de s'adosser à un centre de formation pour développer, en étroite collaboration, des cursus spécifiques répondant totalement aux besoins du studio. Le bénéfice est double : permettre aux étudiants d'acquérir un bagage technique en phase avec l'un des plus gros studios d'animation au monde ; assurer ce dernier d'avoir un pool de compétences immédiatement opérationnel.

Points de vue croisés : Dreamworks, Framestore et Animation Workshop (Viborg)

Shelley Page, responsable de la prospective internationale pour **Dreamworks Animation**, a exposé en 2012 les enjeux de recrutement liés à l'implantation internationale du studio, notamment en Inde et en Chine, puis apporte un éclairage sur le programme Animation Mentor et sur la situation de la formation au Royaume-Uni.

Les compétences recherchées par Dreamworks Animation supposent classiquement l'excellence artistique et technique : s'y ajoutent la capacité à porter un regard critique sur son propre travail, une bonne gestion du temps, l'aptitude à apprendre tout au long de sa carrière, à travailler en équipe, à entendre les critiques, à encadrer.

Elle note, sur la période récente, un (relatif) « retour de la polyvalence », comprise comme l'aptitude à changer d'environnement artistique, technique, voire géographique. Le paysage britannique de la formation semble marqué par une polarisation entre, d'un côté, une approche très académique, de l'autre des programmes dédiés de formation technique.

Il semble s'être perdu ce qui a fait longtemps la réputation du Royaume-Uni : la capacité à créer des personnages d'animation. On note cependant une nouveauté encourageante : sous l'impulsion des professionnels, une réflexion est en cours sur les contenus de formation souhaités, de même que s'exprime une prise de conscience de l'intérêt de produire des compétences localement.

Créé en 2003, Animation Mentor est un programme de télé-enseignement de l'animation de personnages sur 18 mois, qui rompt avec le modèle classique des formations en 3 ou 4 ans. 15 des 37 animateurs recrutés par Dreamworks depuis 2005 ont été formés par Animation Mentor, et 12 animateurs de Dreamworks Animation enseignent à Animation Mentor.

En liaison avec ses implantations asiatiques, dont le projet Oriental Dreamworks, qui doit employer 2000 personnes à Shanghaï, le studio « exporte » aussi des programmes de formation à des compétences plus techniques dans diverses écoles, en Inde notamment, et développe des partenariats en Chine avec des écoles locales, qui progressent. Il suit aussi de façon privilégiée des étudiants indiens ou chinois qui étudient dans des écoles européennes, dans des proportions croissantes.

Framestore, l'une des plus importantes sociétés de postproduction et d'effets visuels de Soho, a également des établissements à New York, Los Angeles, Montréal, et emploie aujourd'hui quelque 750 personnes. Le studio a pris l'initiative de créer à Bournemouth

un nouveau studio pour des jeunes diplômés, issus majoritairement de l'Université de Bournemouth. Au terme d'une sélection rigoureuse (plus de 200 candidats), 26 jeunes professionnels initialement, et désormais 40, sont concernés. Il leur est donné l'opportunité de s'aguerrir à des postes de juniors, avec l'opportunité de rejoindre les autres studios Framestore, voire d'autres studios de postproduction.

Jonathan Turner, lui-même ancien enseignant de l'Université de Bournemouth et premier responsable de la nouvelle structure, y voit une solution également profitable à l'Université et au studio.

Dans une perspective plus large, **l'Animation Workshop de Viborg** a établi une pédagogie très concrète. Ecole de référence en Europe et dans le monde, elle se caractérise par un double souci : celui de rendre ses étudiants pleinement conscients des contraintes de la production et donc capables d'adapter les techniques aux moyens budgétaires et aux délais ; celui de former, non pas seulement des techniciens compétents, mais des individus équilibrés, intellectuellement, culturellement et psychologiquement capables de tirer le meilleur parti de leur talent et de leur savoir-faire.

Le département animation de l'Ecole des Arts Visuels de La Cambre

Fondée en 1927, l'Ecole nationale supérieure des arts visuels de La Cambre est l'une des principales écoles d'art et de design de Belgique. Elle propose 17 départements ou options, dont celle de cinéma d'animation, ouvert en 1958, et dont Vincent Gilot est le responsable. Les formations visent à promouvoir un ensemble de valeurs communes : la capacité d'initiative et d'invention, l'autonomie, la compétence, la connaissance, l'esprit critique, l'authenticité personnelle et la conscience sociale.

La formation privilégie les techniques d'animation traditionnelles, dessins sur papier, éléments découpés, objets animés, pâte à modeler, marionnettes, pixilation, etc. mises en œuvre avec les moyens techniques contemporains. L'enseignement développé dans l'atelier se fonde sur une pédagogie différenciée et une pédagogie du projet.

Une pédagogie de projet, pensée pour chaque étudiant

C'est par la réalisation de projets que l'étudiant se construit lui-même. Confronter le projet et l'objet fini, la conception et la réalisation. L'étudiant doit être actif, il s'approprie son savoir et ses savoir-faire en les construisant dans la réalisation de ses projets. Il doit aussi satisfaire aux exigences de réalisation de ses projets. Notamment, respect de la consigne (tant formelle que conceptuelle), respect des délais. L'hétérogénéité des étudiants, au niveau de leurs connaissances et surtout de leur imagination, demande dans l'enseignement et particulièrement dans l'enseignement artistique une pédagogie différenciée ; « chaque étudiant est une personnalité qui mérite une attention et une orientation particulières. Proposer des moyens qui permettent d'apprendre à apprendre, plutôt que d'asséner une vérité toute faite. »

Le Centre NAD de Montréal

Basé à Montréal, le Centre national d'animation et de design forme depuis 22 ans à l'imagerie de synthèse. Il profite d'un écosystème favorable, dépendant principalement des performances du crédit d'impôt. La présence historique de l'industrie du jeu vidéo s'accompagne désormais de l'implantation de studios d'animation, au point de rendre le recrutement quelque peu difficile. Dans ce contexte, NAD a fait le choix d'une formation généraliste : tronc commun en 1^{ère} année, choix d'un secteur en 2^e, et début de

spécialisation en 3^e. Les secteurs concernés sont ceux de l'animation, du jeu vidéo, des VFX, des applications immersives, des différents domaines de la simulation et de la visualisation industrielle, en général de ce qui relève de l'art et de la création numériques.

NAD entretient une collaboration avec l'ENJMIN à Angoulême, plus récemment avec Emile Cohl à Lyon.

RAF : un partenariat exemplaire

Les Rencontres Animation Formation sont nées de la volonté de plusieurs partenaires du secteur de l'animation de créer un espace d'échanges – d'informations, de statistiques, de points de vue, de retours d'expérience – permettant une meilleure appréhension des défis auxquels sont et seront confrontés les futurs diplômés dans leur vie professionnelle.

Organisées par le pôle Image Magelis, fortement impliqué dans le domaine de l'éducation à l'image via son Campus Image (qui regroupe 10 écoles et un millier d'étudiants à Angoulême), les RAF ont reçu le soutien du CNC, du SPFA, de la CPNEF Audiovisuel, de l'AFDAS, d'AUDIENS et de la FICAM. Depuis 7 ans, la manifestation est portée par chacun de ces partenaires, engageant un dialogue constructif débouchant sur la mise en place d'outils statistiques croisés (économiques, sociaux) dans un esprit de concertation permanent.

Les RAF ont permis d'impulser une dynamique vertueuse d'échanges et de collaboration non pas uniquement entre professionnels et écoles mais aussi avec les organismes institutionnels. Syndicats patronaux et de salariés, fonds d'assurance formation, groupe de protection sociale et même collectivités territoriales sont tous réunis en un même espace-temps pour travailler de concert et apporter des réponses claires aux enjeux actuels et futurs du secteur de l'animation.

L'une des initiatives remarquables des RAF est la session dite « des chiffres du secteur » qui offre, par le biais des présentations successives du SPFA, du CNC, d'Audiens et de l'Afdas, une vision synthétique du marché, de l'emploi, des rémunérations ou encore des modes de prise en charge des actions de formation et de professionnalisation. Edition après édition, les données brutes ont été affinées, croisées pour permettre une lecture plus précise des indicateurs du secteur.

Faire coïncider attentes des professionnels et filières de formation

L'ambition première de ces Rencontres est de permettre un dialogue qui respecte deux légitimités également nécessaires mais parfois difficiles à accorder : celle du temps long de la formation et celle de la mise à disposition de compétences rapidement opérationnelles.

Plusieurs représentants d'écoles ont insisté, lors de l'édition 2009, sur la nécessité d'« enseigner les fondamentaux ». Sont réaffirmées la primauté du métier sur l'outil, l'importance de développer une sensibilité artistique, la nécessité d'apprendre à travailler dans un cadre collectif, mais aussi la technicité associée à ces métiers.

Les écoles revendiquent leur caractère professionnalisant, intègrent la notion de productivité, tout en aspirant à une meilleure vision des besoins du secteur. La coexistence nécessaire de formations de durées différentes est largement exprimée au regard de la versatilité des projets, particulièrement dans un secteur artistique.

Le besoin exprimé par de nombreux professionnels est celui d'intégrer dans leurs équipes des « exécutants talentueux ». Les ingrédients : culture et technicité.

Le taux de placement, longtemps considéré comme l'étalon ultime pour asseoir la position d'une école, ne peut être un indicateur suffisant. Tout le monde relève la volatilité du secteur – due notamment au régime particulier de l'intermittence – et plusieurs plaident pour une évaluation sur le long terme, supposant une collaboration étroite entre formations et professionnels.

Le débat a été l'occasion pour un représentant local du Pôle Emploi de poser la question de la cohérence et de la complémentarité entre formation initiale et formation professionnelle continue.

La création du RECA en 2011 : les écoles parlent d'une même voix

La mise en place d'un réseau des écoles de cinéma d'animation a rencontré une adhésion unanime tant de la part des structures de formation que des professionnels présents.

En 2011, le RECA est officiellement créé. Il regroupe trois ans plus tard **24 écoles françaises** de cinéma d'animation qui font l'objet d'une **reconnaissance incontestable par le milieu professionnel**, en France et à l'étranger. Sa création a été accompagnée et soutenue par le Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC), par les syndicats d'employeurs représentatifs du secteur - le Syndicat des producteurs de films d'animation (SPFA) et la Fédération des industries du cinéma, de l'audiovisuel et du multimédia (FICAM) - ainsi que par le Pôle Image Magelis à Angoulême.

Plusieurs chantiers déterminants ont été mis en route par les commissions du RECA afin d'améliorer la visibilité de l'offre de formation.

Ainsi, en 2014, le RECA a procédé à un point d'étape sur les chantiers du parcours de formation et du film de fin d'études.

Les conclusions provisoires de l'analyse des **parcours** font apparaître notamment un allongement général des durées de formation (malgré le succès d'un cursus court comme celui de L'Atelier), l'efficacité des DMA du RECA comme première étape du parcours, une forte émigration immédiate (supérieure à 30%) des jeunes diplômés en 3D.

L'analyse réalisée par Gobelins, très complète, peut apparaître comme un modèle possible du travail à réaliser pour apprécier justement les parcours des étudiants.

L'enquête menée au sujet des **projets de fin d'études** vise évidemment à dire l'existant, qui est divers, et, au-delà, à jeter les bases d'un vade-mecum sur ces questions, élaboré éventuellement avec les studios, les diffuseurs, les sociétés de droits, à unifier les pratiques et à éclairer les questions complexes liées aux revenus éventuellement générés.

POUR ALLER PLUS LOIN

En six éditions, les Rencontres Animation Formation ont permis de nombreuses avancées, dont la principale est la pérennisation d'un rendez-vous privilégié entre professionnels, institutionnels et écoles du secteur de l'animation. Pour autant, certains sujets nécessitent encore d'être approfondis, faute de réponses suffisantes, d'adéquation entre difficultés et solutions ; par ailleurs, de nouveaux enjeux apparaissent.

Il reste encore beaucoup à faire sur la formation continue, dans le sens d'une

- structuration de l'offre**
- et d'une meilleure anticipation par les entreprises ; sur le front de la formation initiale, au-delà des évolutions imposées par de nouveaux outils et des contenus inédits, une cartographie dynamique de l'offre de formation est encore à établir.**

Au-delà des exemples ponctuels, le défi reste, pour tous les acteurs, de réduire la tension entre l'ambition formatrice et le marché de l'emploi : leur stricte adéquation est impossible, mais doit pourtant être toujours recherchée.

Le point de vue du CNC

Après avoir donné la parole à l'Afdas, Audiens, la CPNEF Audiovisuel et la Ficam, c'est au CNC, autre partenaire des Rencontres Animation Formation de donner son point de vue sur la manifestation, dont il est l'un des premiers artisans.*

Vincent Leclercq, Directeur de l'Audiovisuel et de la Création Numérique - CNC
Alice Delalande, Chef de service – Service du soutien à la Fiction et à l'Animation - CNC
(www.cnc.fr)

En quelques années, les RAF sont devenues un lieu d'échanges privilégié majeur permettant aux professionnels et aux écoles de cinéma d'animation de débattre des grands enjeux de formation et d'emploi. En quoi est-ce encore plus nécessaire aujourd'hui ?

Vincent Leclercq : L'animation a toujours eu un temps d'avance dans sa perception du marché au sens où elle a su diversifier son modèle pour répondre aux exigences internationales mais aujourd'hui, nous sommes à un tournant. Nous devons maintenir ces filières d'excellence qui forment les talents de demain et mieux accompagner les entreprises qui font le choix de les employer. Près de 5 000 intermittents travaillent dans le secteur et 500 diplômés sortent chaque année des écoles : la question de l'emploi est donc cruciale et ce à tous les niveaux de compétences (qu'il s'agisse de techniciens, d'encadrants, etc.). Le secteur de l'animation est dynamique mais pour continuer à être performant dans un marché de plus en plus concurrentiel, il doit maintenir une diversité de l'offre et un niveau de qualité élevé de ses programmes. Plus que jamais, studios, écoles et organismes de formation doivent œuvrer ensemble à relever ce défi.

Les compétences des professionnels français de l'animation sont reconnues internationalement. Quels sont les facteurs de cette plus-value des cursus ?

Alice Delalande : Nous bénéficions clairement d'une formation d'excellence qui offre une vraie diversité dans les parcours possibles. Nos écoles forment à tous les métiers de l'animation avec un savoir-faire et une exigence qui s'expriment à la fois sur le plan artistique et technique. Le lien fort entre écoles et entreprises symbolisé par les RAF est évidemment aussi une donnée essentielle. Par ailleurs, l'animation est un genre puissamment soutenu, qu'il s'agisse du CNC, des régions, ou des mécanismes de crédits d'impôt dédiés ce qui contribue aussi faire émerger une offre de qualité, compétitive sur le plan international et qui s'exporte très bien.

Le CNC est partenaire des RAF depuis le début de sa création. En quoi est-ce important de soutenir un tel événement ?

Vincent Leclercq : Les RAF est un évènement structurant du secteur qui a permis la rencontre puis un échange nourri entre professionnels et écoles mais aussi avec les formateurs et les partenaires sociaux et institutionnels. La mise en place essentielle du RECA doit, par exemple, beaucoup à ce rendez-vous qui a permis de poser les bases des besoins et envies communs. Les RAF sont donc au cœur du secteur de l'animation en ce qu'elles permettent de l'aborder par des biais extrêmement divers, qu'il s'agisse de formation, d'insertion professionnelle ou d'enjeux technologiques, statistiques, artistiques. Ce lieu d'échange qui regroupe une grande diversité de participants permet enfin de développer, avec tous les acteurs concernés, une vision prospective du secteur.

**: Retrouvez ces interviews dans les dossiers de presse des éditions précédentes, disponibles en téléchargement sur le site des RAF.*

Informations Pratiques

Accréditations

Les Rencontres Animation Formation sont accessibles gratuitement mais sur inscription.

Lieu des Rencontres

Cité Internationale de la Bande Dessinée et de l'Image (CitéBD)

121 rue de Bordeaux 16 000 Angoulême

Tel : +33 (0)5 45 38 65 65

Plus de détails sur : www.rencontres-animation-formation.org

